

LA SORTIE SCOLAIRE HORS DU TERRITOIRE FRANCAIS

Dans le cas d'une sortie scolaire hors du territoire français, il convient de :
8/497*-veiller au respect des formalités énoncées ci-dessous qui varient en fonction du pays d'accueil et de la nationalité de l'élève
s'assurer qu'elles sont toujours en vigueur auprès du consulat du pays de destination dès l'élaboration du projet de sortie.

Ces formalités douanières sont différentes selon que la classe se déplace :

- à l'intérieur du territoire transfrontalier « la REGIO » (modalités ci-après)
- dans un pays étranger, hors REGIO (modalités pages 24 -26)

1.- DEPLACEMENT FRONTALIER DANS LA REGIO

Les services de la Préfecture du Haut-Rhin en partenariat avec leurs homologues allemands et suisses de la REGIO ont mis en place à titre expérimental et pour faciliter les échanges de classes, une procédure simplifiée des règles de circulation transfrontalière qui s'applique uniquement à des régions délimitées à l'intérieur du territoire transfrontalier appelé « LA REGIO ».

Sont concernés :

- **en SUISSE** : les cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Jura
- **en FRANCE** : le département du Haut-Rhin
- **en ALLEMAGNE** : les Landkreise Lörrach, Waldshut, Breisgau-Hochschwarzwald, Emmendingen, Stadtkreis Freiburg, Ortenaukreis.

Attention : Le point de passage frontière à la sortie et à l'entrée du territoire français doit obligatoirement se situer dans le département du Haut-Rhin, à l'exclusion de tout autre département.

1.1 Principe retenu :

Tous les élèves d'une classe **quelle que soit leur nationalité** sont inscrits sur un document collectif appelé « *liste des participants à un voyage scolaire transfrontalier dans la regio trirhena* ». Ce formulaire remplace la carte d'identité, le passeport individuel, toute autre carte de circulation, ainsi que l'autorisation collective de sortie du territoire..

La procédure est gratuite. Après visa des autorités compétentes **le document est valable pour un voyage, ou plusieurs s'il s'agit de la même destination avec les mêmes élèves**. Dans ce cas, les dates des autres déplacements devront être indiquées de manière précise.

1.2 Mode d'emploi :

- Le directeur d'école recueille pour l'ensemble des élèves les autorisations parentales de sortie du territoire (annexe L/99) ;
- il vérifie la validité des autorisations ;
- il inscrit le nom des participants sur le formulaire (annexe N/99 – Uniquement en format recto-verso). Si le nombre d'élèves est supérieur au nombre de lignes prévues sur le formulaire, il faut utiliser un 2^{ème} formulaire.
- Il transmet ce document à la Préfecture **au plus tard 3 à 4 semaines avant le déplacement** qui le retournera à l'établissement après visa.

N.B. : l'élève qui ne participe pas à la sortie le jour du déplacement devra être mentionné sur ce document comme étant absent. L'organisateur du voyage est responsable de l'Etat Civil des personnes qu'il emmène.

2.- DEPLACEMENT A L'ETRANGER EN DEHORS DE LA REGIO

Les élèves sont soumis à des formalités douanières différentes selon qu'ils sont :

- de nationalité française
- de nationalité étrangère (issus d'un pays de l'Union Européenne ou non ressortissants de l'Union Européenne).

2.1- Pour les élèves de nationalité française

Tout élève mineur français qui se déplace hors des limites du territoire national sans la présence de ses parents ou de son représentant légal doit être en possession de deux documents :

On titre certifiant l'identité du mineur.

Ce document sera, selon les conditions d'entrée dans le pays :

- La carte nationale d'identité
- ou**
- Le passeport (Ce document dispense de l'autorisation parentale de sortie du territoire)

ET une autorisation parentale de sortie du territoire :

Elle est délivrée à titre individuel et gratuitement par la mairie du lieu de domicile au vu de la carte d'identité de l'enfant, et elle est valable 5 ans (ce document est disponible dans les mairies).

Ces pièces peuvent, le cas échéant, être complétées par le document collectif suivant :

Autorisation collective de sortie du territoire (remplaçant les autorisations individuelles) .

Elle est délivrée gratuitement par la préfecture ou la sous-préfecture compétente selon les modalités suivantes :

- les parents donnent leur accord écrit au déplacement de leur enfant à l'étranger (annexe L/99) ;
- le directeur d'école collecte ces autorisations et vérifie leur validité ;
- Il établit sous sa responsabilité la liste nominative des participants (annexe M1/99) ;
- Il adresse cette liste nominative des participants (**remplie par ordre alphabétique en lettres capitales**) en double exemplaire à la Préfecture (Bureau des Etrangers et de la Nationalité) ou à la Sous-préfecture territorialement compétente, accompagnée de la lettre type (annexe M2/99) ;
- Un exemplaire de la liste collective sera retourné à l'école avec l'apposition du timbre « Bon pour autorisation de sortie » ;
- Cette liste n'est valable que pour 1 seul voyage.

~~Le~~ laissez-passer pour jeunes de moins de 15 ans (en remplacement de la carte d'identité ou du passeport individuel):

Aux termes d'accords bilatéraux conclus avec la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et la Suisse, les jeunes français de moins de 15 ans peuvent entrer dans ces pays sans passeport, ni carte nationale d'identité sur présentation d'un laissez-passer établi gratuitement par les services préfectoraux et sous-préfectoraux.

Ce titre de voyage est établi par le directeur d'école, sur autorisation du parent titulaire de l'exercice de l'autorité parentale, et est utilisable, suivant le cas, pour un ou plusieurs voyages dans la limite de trois mois à compter de la date de sa délivrance en y apposant préalablement une photographie.

Le formulaire adéquat est disponible auprès des services concernés de la Préfecture.

2.2- Pour les élèves de nationalité étrangère.

Tout élève mineur étranger participant à un voyage hors du territoire français, doit être en possession des documents suivants pour pouvoir figurer sur le document collectif :

Un titre certifiant l'identité du mineur (Cette obligation demeure dans l'Union Européenne malgré la libre circulation des personnes) qui sera, en fonction du pays de destination :

- la carte d'identité
- ou
- le passeport personnel et visa le cas échéant
- et
- le document de voyage collectif pour mineur étranger à l'intérieur de l'Union Européenne (annexes O1/99 et O2/99 – voir procédure d'utilisation page 25 ci-après). Ce document sert de passeport, de visa, ainsi que d'autorisation de sortie du territoire

ET Une autorisation de sortie du territoire qui sera selon le pays de destination :

- le document de voyage pour mineur étranger à l'intérieur de l'union européenne susmentionné
- ou
- la carte de circulation transfrontalière pour mineur étranger (DCME) ou le titre d'identité républicain (TIREM) (voir procédure d'utilisation page 26) utilisés pour les voyages à l'extérieur de l'union européenne.

Pour avoir plus de précisions sur les documents adéquats, se renseigner directement auprès de la Préfecture (Mme CONRAD tél. 03 89 29 21 27).

2.2.1 Procédure d'utilisation du document de voyage pour mineur étranger à l'intérieur de l'Union Européenne :

Dans le but de simplifier les règles de circulation transfrontalière des étrangers mineurs, un document collectif a été créé par les Etats membres de l'Union Européenne.

- **Il vaut titre de voyage, visa d'entrée et de retour et autorisation parentale.**
- Il est délivré **gratuitement** par les services de la Préfecture.
- La validité du document est limitée à la seule durée du voyage scolaire considéré.

• La demande en vue de l'obtention de ce document collectif est présentée **exclusivement par le directeur d'école**, en faveur des élèves mineurs étrangers **appartenant à la même classe** et selon les modalités suivantes :

•• L'élève fait remplir par la personne exerçant l'autorité parentale une autorisation de sortie du territoire français pour un mineur étranger participant à un voyage scolaire (Annexe O1/99) en y joignant les pièces suivantes :

- photocopie du titre de séjour du parent signataire ;
- photo d'identité si l'élève n'est pas titulaire d'un passeport individuel en cours de validité.

•• Le directeur d'école rassemble ces autorisations avec les pièces jointes.
MISE A JOUR : 11/2007

•• Il établit la liste des participants en utilisant le formulaire « liste des participants étrangers à un voyage scolaire à l'intérieur de l'union européenne (Annexe O2/99) ;

•• Il transmet les documents (autorisations individuelles et liste collective) pour instruction à la :

**Préfecture du Haut-Rhin
Bureau des Etrangers et de la Nationalité
11 Avenue de la République - B.P. 489
68020 COLMAR CEDEX**

dans un délai de 3 à 4 semaines avant le départ effectif du groupe.

- un document officiel permettant le franchissement des frontières internes à l'Union Européenne sera renvoyé à l'établissement.

CAS PARTICULIER - Transit par la SUISSE

En cas de transit par la Suisse, le directeur d'école demande le formulaire transit à remplir à la Préfecture (Mme CONRAD : 03 89 29 21 27). Il se met en relation avec le :

**Consulat de Suisse à STRASBOURG
11, Boulevard du Président Edwards
67083 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 88 35 00 72 Fax : 03 88 36 73 54
Courriel : vertretung-er@stc.rep.admin.ch**

après réception du document d'autorisation visé par la Préfecture.

N.B. : Cette procédure n'est valable que pour les étrangers mineurs qui transitent par la Suisse à l'occasion d'un voyage scolaire à l'intérieur de l'Union Européenne. Si le séjour a lieu en Suisse, utiliser selon le cas le document de voyage à l'extérieur de l'union européenne (DCME ou TIREM - voir procédure ci-après) ou le document REGIO (voir procédure page 23).

2.2.2 Procédure d'utilisation de la carte de circulation transfrontalière pour mineur étranger (DCME), ou du titre d'identité républicain (TIREM) :

La carte de circulation transfrontalière pour mineur étranger est destinée au mineur né hors de France, et le titre d'identité républicain à celui né en France.

Ces deux documents sont gratuits et valables 5 ans pour tout déplacement scolaire ou personnel. Ce sont les Préfectures et les Sous-Préfectures qui les délivrent sur rendez-vous au 03 89 29 21 27, et sur présentation des documents suivants :

- un extrait de l'acte de naissance si l'enfant est né en France ou un certificat de l'Office des Migrations Internationales (OMI) si l'enfant est né à l'étranger ou fiche familiale d'état-civil délivrée par l'OFPRA s'il s'agit d'un enfant de réfugié né hors de France ;
- la photocopie du passeport du parent si l'enfant y figure ou du passeport individuel, obligatoire si l'enfant a plus de 15 ans ;
- la photocopie des titres de séjour du père et de la mère ;
- deux photos d'identité.
- un certificat de scolarité.

MISE A JOUR : 11/2007